



La transition écolo est possible, le contre budget est sur la table !

(L'Humanité Dimanche, janvier 2013)

Prendre l'argent là où il est pour mettre l'économie et le système productif au service des besoins humains, c'est ce que propose le Front de Gauche au sein du débat national sur la transition énergétique lancé fin 2012, et déjà pollué par les lobbies pétroliers et nucléaires...

par **Corinne MOREL DARLEUX**

Secrétaire nationale à l'écologie du Parti de Gauche, Conseillère régionale Rhône Alpes

Dérèglement climatique, extinction de biodiversité, problèmes de santé publique liés à la pollution, tout démontre que la poursuite de nos modes de production et de consommation serait un suicide civilisationnel. Ce constat appelle des politiques de rupture et des investissements publics forts. La bifurcation écologique nécessite d'être planifiée sur le long terme, loin des intérêts marchands. Elle doit être pensée en lien avec les citoyens, associations, syndicats, avec pour objectif de relancer une activité créatrice d'emplois écologiques et pérennes. Elle doit enfin être pilotée dans un cadre national pour garantir l'égalité républicaine partout sur le territoire.

On en est bien loin aujourd'hui : budget de l'austérité, politique de l'offre et compression de la demande, régionalisation des politiques publiques, répression policière à Notre Dame des Landes et report de la fermeture de Fessenheim, ambiguïtés sur les gaz de schiste... Voilà un gouvernement censément « socialiste » et « écologiste » qui ne met en pratique ni l'un, ni l'autre. Dans ce contexte, quels sont les défis et nos propositions alternatives pour 2013 ?

Suivre et contribuer aux grands débats gouvernementaux

Depuis la conférence environnementale on connaît la feuille de route écologique « made in Hollande ». En 2013, les principales étapes seront le débat sur la transition énergétique, la réforme du Code Minier et la fiscalité environnementale. L'argent étant le nerf de la guerre, partons de cette dernière. La proposition de loi alternative à la taxe carbone déposée en 2009 par nos parlementaires, proposait l'instauration d'un revenu maximum autorisé et d'un salaire maximal, la mise en place d'incitations fiscales pour la conversion écologique de l'économie et l'introduction de taxes ciblées. En supprimant certaines niches fiscales, elle permettrait de dégager 42 milliards d'euros par an. En rendant l'impôt sur le revenu plus progressif et en y réintégrant les revenus du capital, c'est plus de 20 milliards d'euros qui rentreraient dans les caisses de l'État. A cela s'ajouterait la taxation à la source de la publicité et la hausse de la TVA sur les produits de luxe.

En matière de transition énergétique aussi, reprenons les rênes et créons un pôle public de l'énergie par la nationalisation d'Areva et d'EDF-GDF, voilà qui permettrait d'engager une véritable politique de transition ! Sur ce sujet, outre le programme de rénovation thermique de la Ministre Duflot, la réduction de nos consommations, par la sobriété et la recherche d'efficacité énergétique, devra être mise prioritairement à l'ordre du jour du débat. Pour les besoins restants, il nous faudra réaffirmer notre souhait de développer les énergies renouvelables, notre refus des gaz et huiles de schiste quelle que soit la technique utilisée, et exiger l'introduction de réelles consultations démocratiques dans le Code Minier. Les dangers du nucléaire, l'EPR, le lancement du projet Astrid ou encore de la mine d'uranium d'Imoumaren au Niger, projets tous trois portés par le Président Hollande, ne doivent pas être occultés. Le Grenelle avait écarté le nucléaire des discussions, nous n'accepterons pas que ce soit encore le cas. Il est temps que le débat ait lieu.

Combattre l'austérité et les lobbies de la finance pour une relance écologique de l'activité

Candidat, François Hollande avait promis de lutter contre la finance. Devenu Président, il flatte le Medef, signe dans le dos des salariés avec Mittal, place les lobbies de l'énergie aux manettes du débat public, offre un Carambar en guise de hausse du Smic et plie face aux « pigeons ». Il est clair que sur ce point aussi la résistance devra encore être portée par le Front de Gauche. La finance est l'ennemi de l'écologie, l'austérité lui interdit toute ambition. Le Ministère de l'Écologie voit son budget réduit de plus d'un milliard d'euros d'ici à 2015. Celui de l'Agriculture est amputé de 10%. Le budget de l'Agence en charge du développement des infrastructures de fret doit diminuer de 9%. Notre budget à nous prévoit au contraire 2 milliards d'euros par an pour un Plan national de Fret Ferroviaire faisant passer les camions sur les rails.

Une véritable politique écologiste doit se donner les moyens ! De la relocalisation d'abord, afin de cesser de produire ce dont on a besoin à l'autre bout de la planète au coût de pollutions de transports inutiles et de dumping social intolérable. On aura toujours besoin de vélos et de fourchettes, donc d'acier ! Nous au gouvernement, Florange aurait été nationalisé, et les Fralib immédiatement soutenus dans leur projet de reprise. Un vaste plan de reconversion industrielle aurait été lancé pour changer les conditions de travail, préserver la santé des salariés, réduire notre empreinte écologique et anticiper la raréfaction de certaines ressources. C'est le cas du pétrole : si rien n'est fait pour l'anticiper c'est vers un cataclysme social que nous allons dans l'automobile, l'aéronautique et l'agriculture. Or les alternatives existent : réforme de la PAC et transition vers l'agriculture paysanne, reconversion vers la production de transports en commun, redistribution du travail et « travailler moins pour travailler tous »...

Les besoins en termes d'activité sont là, les richesses existent pour mettre en œuvre ce programme. Notre contre-budget l'a démontré : notre politique de relance de l'activité permettrait de dégager 30 milliards d'euros d'économies et de financer cette transition.

Alors s'ils ne savent pas faire, qu'ils nous laissent gouverner, nous on peut !